

Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français
N° 670 - 23 avril 1998 - Prix 2,50 F



par
Didier Léon

Les députés communistes ont voté NON à l'abandon du franc, décidé par l'Assemblée Nationale le 9 avril.

Le projet de loi modifiant le statut de la Banque de France aboutit de fait à cet abandon, en préparation du passage à l'euro.

Perte de souveraineté monétaire signifie abandon des prérogatives décisives que sont l'émission de la monnaie, la régulation du crédit et des taux d'intérêts, notamment pour les PME/PMI, la fixation du régime des changes et de la parité du franc.

Avec la fermeture de 90 caisses dans 90 communes et la suppression de 827 emplois, ce sont aussi les missions de service public de la Banque de France qui sont largement compromises.

Les banques et les marchés financiers applaudissent à cette casse d'un outil performant et à la mise en place de l'euro, outil de sécurisation de leurs opérations de spéculation.

Faut-il créer de l'argent pour sauver les marchés financiers ou pour créer des emplois, développer la formation et la recherche? Les partisans de l'euro répondent: rentabilité des capitaux et arme de guerre économique contre le dollar et le yen.

Le 21 avril, un débat sur l'euro a eu lieu à l'Assemblée Nationale. Les députés communistes estiment qu'une question de cette importance doit faire l'objet d'un grand débat national, précédé d'un référendum populaire, sur les implications de l'euro, notamment sur le plan social et sur les alternatives possibles en matière de coopération monétaire.

Ils se prononcent pour «une réorientation progressiste de la construction européenne, pour une véritable communauté entre nations souveraines, partenaires et égales».

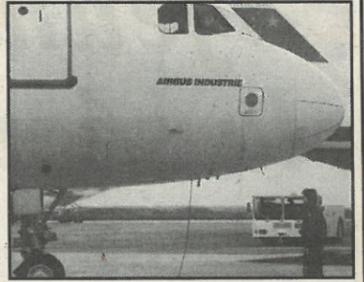
Ils rappellent l'engagement de campagne pris en 1994 par Jacques Chirac et la déclaration commune du Parti Socialiste et du Parti Communiste en avril 97.

C'est ce que les 500 participants de notre département du train spécial à la manifestation nationale organisée par le P.C.F. le 18 janvier dernier exprimaient. Les députés communistes mettent en garde contre une marche forcée vers l'euro, avec tous les risques liés à un tel volontarisme.

Ils concluent: «il revient à la majorité - monnaie unique ou pas - de répondre à l'attente de changements sociaux, économiques et démocratiques.»

L'emploi :

Créer des emplois c'est possible mais il faut aussi maintenir ceux existants. Les Communistes font des propositions et notamment proposent un moratoire. (Lire pages 4 et 5)



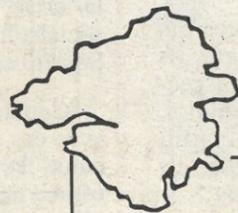
District Nantais

Les Elus Communistes se positionnent sur deux dossiers importants : la nouvelle ligne de tramway qui serait construite par les Allemands et les subventions publiques aux Entreprises (Lire page 6)



des français jugent que le Front National est un danger pour la Démocratie. Des milliers de manifestants exigent à travers la France, la démission des Présidents des Régions, élus avec les voix du Front National

72 %



ACTUALITÉ

● SAINT HERBLAIN

► Une initiative importante des Communistes herblinois qui avait pour thème «la violence, la délinquance» (Lire page 2)

● LA FÊTE DU JOURNAL

► Le week-end de la Pentecôte sera l'occasion de la Fête des Nouvelles au Parc Paysager de Saint-Nazaire.

● LES NOUVELLES D'HIER

► Un livre sur le Parti Communiste à Saint-Nazaire et en Brière. (Lire page 8)

Un débat public à Saint-Herblain

« jeunes, violence, délinquance » la sécurité, c'est l'affaire de tous



Un débat large et ouvert

Le 6 mars à Saint-Herblain, les Communistes ont organisé un débat public.

35 participants ont témoigné, réfléchi ensemble, proposé des mesures ; une bonne vingtaine de Communistes (dont des

élus et responsables de Nantes et Saint-Herblain) et une dizaine d'invités (des éducateurs, un médiateur pénal, une assistante sociale, des enseignants, quelques jeunes, le directeur d'un centre d'action éducative de la Protection Judiciaire de la Jeunesse).

Qui sont ces jeunes délinquants

S'il est vrai que dans tous les milieux, même les plus aisés, des jeunes ont des comportements déviants «à 99 % le public reçu dans les Centres de la P.J.J. est issu de milieux très défavorisés». «Le jeune interpellé par la police n'a aucune échappatoire : ce n'est pas sa famille qui va venir efficacement à son secours». «Dans nos quartiers, trop de jeunes subis-

sent des violences qui les déstabilisent. Ils n'ont pas de perspectives d'emploi. Souvent en conflit avec leur famille, ils sont sans argent».

«Comment seraient-ils bien dans leur peau ?». «Que vit-il chez lui ? Un père et une mère au chômage, bien souvent, un frère, une sœur qui cherchent du travail. Et lui, le jeune devrait faire mieux ?»

Avec les Communistes, s'investir sur le terrain

Comment s'organiser collectivement alors que tout invite à

l'individualisme, au repli sur soi ? La tâche des Communistes

n'est pas facile puisqu'ils ne proposent pas une solution miracle, mais partent des besoins des jeunes, de leur aspiration à pouvoir vivre dignement.

Dorénavant, le P.C.F. participe, selon sa représentativité, à toutes les instances de décisions. Force de proposition et de contestation, il veut agir sur les réalités. Il dénonce les causes de la crise économique, sociale, humaine car la Société est à changer.

«Cependant, même avec des améliorations dans la durée, les effets néfastes de la crise se feront sentir pendant longtemps.

Poursuivre le débat, agir

La confrontation avec les habitants des quartiers difficiles de la Harlière, de Bellevue, avec les professionnels a permis aux militants et élus communistes, d'affirmer leurs analyses et de préciser leur positionnement sur l'avenir des jeunes, la délinquance, la prévention et la répression, les

Un enjeu de Société préoccupant

En 1997, 155 000 jeunes ont été interpellés, 35 000 jugés, plusieurs milliers placés dans des centres de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, 700 emprisonnés.

La Police Nationale de Nantes a fait ses calculs. De 1996 à 1997, la participation

des mineurs aux délits constatés est passée de 25 à 50 % pour les vols à main armée, de 43 à 60 % pour les vols avec violence...

Les 16 cellules de la Maison d'Arrêt de Nantes réservées aux Jeunes sont constamment occupées.

Les jeunes sont l'avenir, où allons-nous si nous ne réagissons pas ?

Les Communistes ont décidé d'affronter énergiquement et publiquement ce problème parce que les victimes demandent légitimement écoute et réparation.

Les comportements dangereux continueront. Le changement des mentalités est lent, même après des bouleversements politiques et économiques. Donc pour éviter le pourrissement de la situation, répondre aux attentes des victimes d'agressions, aux angoisses exprimées, le P.C.F. estime qu'il faut affronter les problèmes dans l'urgence, maintenant et concrètement... avec des mesures diverses et d'ampleur, associant de nombreux intervenants... en faisant appel à la capacité d'action, d'enthousiasme de la plupart des jeunes».

changements nécessaires.

Ce débat a donné l'occasion de faire de la politique autrement, dans la vivacité des échanges.

Rendez-vous a été pris pour un autre débat, le 28 avril, sur «Jeunes et engagement politique» et pour une rencontre citoyenne.

E.D.F. « Dossier ouvert »

Comme nous vous l'annoncions dans le numéro des Nouvelles du 26 mars, le Syndicat CGT d'EDF avait rencontré une délégation du P.C.F. conduite par Gilles BONTEMPS, représentant les Candidats Communistes de la liste de la Gauche Plurielle.

Dès le 10 mars, Gilles BONTEMPS écrivait à Alain BOCQUET, Président du Groupe Communiste à l'Assemblée Nationale. Il lui faisait part de la rencontre où le Syndicat CGT avait exprimé «la situation actuelle à EDF-GDF, les inquiétudes et le vif mécontentement des personnels concernant les problèmes liés à l'entreprise, son avenir, le statut, les acquis sociaux, l'absence de consultation des organisations syndicales par le Ministère concerné sur certains projets...».

Puis Gilles BONTEMPS a développé dans sa lettre les différentes questions posées en détail.

Alain BOCQUET répondait par lettre datée du 24 mars en faisant part «de la nécessité d'un grand débat national portant à la fois sur les besoins en énergie, la diversification des moyens de production, le contenu et la gestion d'un service public nationalisé solidement ancré dans la réponse aux besoins de l'époque et du pays». Le Groupe s'est adressé plusieurs fois au Président de l'Assemblée.

Quant aux directives européennes sur l'énergie, il rappelle que le Parti Communiste Français y est opposé. Il joint à son courrier la proposition de résolution demandant au Gouvernement de refuser l'adoption de la directive du gaz.

D'autre part, Félix LEYZOUR a adressé au Ministère de Christian PIERRET, une question écrite concernant le régime mutualiste des personnels des industries électriques et gazières.

Les Nouvelles de Loire Atlantique vous tiendront informés au fur et à mesure des différentes interventions et des différents résultats.

Déjà, l'Assemblée Nationale a décidé d'une Commission d'Enquête sur le surgénérateur «Superphénix».

Le Parti Communiste met en débat dix points forts de son projet

Dans le résultat des élections régionales et cantonales, on constate que le cap à gauche de 1997 est confirmé, que la droite et ses solutions ultralibérales, c'est-à-dire ultracapitalistes, sont à nouveau rejetées. On voit aussi que le phénomène de l'abstention qui dure depuis plusieurs années persiste et s'aggrave.

Cette grave crise de la politique et de la citoyenneté est prise très au sérieux par le Parti Communiste qui agit pour lui trouver une issue positive. Positive ? Oui, que des millions de Françaises et de Français qui sont actuellement «hors jeu» de la politique se remobilisent et interviennent à nouveau dans les décisions qui les concernent.

C'est tout à fait possible. Les Français, dans leur majorité, rejettent l'ultralibéralisme (baisse du coût du travail et précarisation, dérèglements et privatisations) et aspirent à des changements profonds. Mais dans leur majorité, ils ne votent pas à gauche ! Celle-ci ne recueille que 19,9 % des électeurs inscrits (moins d'un sur cinq). La droite fait encore moins avec 18,6 %. Ne faut-il pas élargir à gauche le cercle des acteurs du changement au-delà des composantes actuelles qui soutiennent la majorité de gauche plurielle ?

Que faut-il donc entreprendre ?

Que doit faire la gauche, le Parti Communiste pour que ces rejets et ces aspirations qui sont majoritaires deviennent politiquement dominants dans la société ? Pour qu'une perspective, qu'un projet différent de celui des forces de l'argent, rassemble toutes celles et tous ceux qui veulent que réussisse à gauche le changement tant attendu ? Les Communistes proposent de travailler à ce que se constitue cette majorité pour le changement autour d'un projet répondant aux attentes et permettant de résoudre les problèmes de notre société.

Cette construction, ce travail ne partent pas de rien. Les Communistes l'ont dit tout au long de la campagne électorale : pour réussir, il est indispensable d'engager sans tarder d'importantes réformes de structures qui s'en prennent à la finance.

Ces idées, ces propositions ne sont pas la propriété du Parti Communiste. Pour être utile aux

Français, à la société, elles doivent continuer à être débattues, développées, précisées. Elles doivent, ainsi élaborées, entrer dans la vie.

Dix grands dossiers

D'abord l'emploi. Réussir les 35 heures, le plan emplois jeunes, établir un moratoire sur les plans sociaux. Prendre en compte les mutations dans le travail pour aller vers une sécurité d'emploi et de formation. Le progrès social comme but et aussi comme moyen pour un développement durable, moderne, humain implique une relance du pouvoir d'achat, un rôle moteur du secteur public et des collectivités territoriales.

Dégager la société de l'emprise de l'argent impose une réforme de la fiscalité et du crédit, le contrôle de l'utilisation des fonds publics, des droits nouveaux pour les salariés, les citoyens. L'insertion des jeunes doit devenir une priorité nationale, pas seulement dans l'emploi, mais dans la société. L'éducation et la formation, le droit à la santé, à la protection sociale, au logement.

Le débat citoyen sur le droit à la sécurité pour tous, la mobilisation contre la violence. Rendre la société plus humaine par l'épanouissement des individus fait appel à la culture. Moderniser les institutions en les démocratisant, favoriser la démocratie directe. Réorienter la construction européenne et consulter les Français par référendum.

Ces propositions sont versées en contribution aux débats. L'ambition du Parti Communiste est que les aspirations et les attentes majoritaires du peuple soient le socle de la construction d'une perspective crédible, d'un projet politique efficace de changement qui devienne «propriété» des millions de Français qui espèrent un avenir meilleur.

Echos des initiatives pour fêter les bons résultats des élections régionales et cantonales

9^{ème} Canton de Nantes

La cellule Jégo Legoff a invité tous les électeurs qui avaient soutenu Paul ROBERT, candidat du P.C.F., dans le 9^{ème} canton à Nantes.

Une trentaine de personnes ont répondu à cette invitation.

Paul a fait remarquer les bons résultats pour le P.C.F. aux Régionales : 2 élus communistes dans le Département et 5 pour la région des Pays de Loire alors que depuis 1992, il n'y avait aucun élu communiste à la région.

Pour les Cantonales, 23 cantons sur 30, du département, ont progressé, 3 ont régressé et les 4 autres ont stagné. Ce qui est le cas pour le 9^{ème} canton, d'une part, Paul étant une nouvelle candidature et d'autre part ce canton est détenu par Albert MAHE du Parti Socialiste.

Paul a insisté sur les abstentions et le message que les citoyens ont exprimé : «Nous ne voulons pas du retour de la Droite, nous voulons que la Gauche réussisse mais nous voulons qu'elle réponde à nos attentes»...

Pendant le pot de l'amitié, une réadhesion a été effectuée et deux jeunes ont adhéré au Parti Communiste Français.

Savenay

Plus de 20 personnes s'étaient retrouvées autour d'Alain SEVENO pour fêter le bon résultat du candidat Communiste à l'Election Cantonale et de Gilles BONTMPS, tête de liste aux Régionales.

Ambiance et chaleur dans l'intervention de Jean-Yves MARTIN qui précisa que ce résultat confirmait ceux obtenus lors des derniers scrutins et qui place sur ce canton, le Parti Communiste, incontournable dans la vie politique.

A l'issue de cette rencontre deux adhésions au Parti Communiste ont été réalisées.

Saint-Nazaire



A l'invitation de la section de Saint-Nazaire, des candidats aux élections cantonales et régionales, 80 personnes venant des quartiers, des entreprises, du Comité de chômeurs, se sont retrouvées autour du verre de l'amitié.

Louis DRONVAL, secrétaire de la section, et Michèle PICAUD, élue régionale, ont en quelques mots, donné les premiers enseignements de ces élections, et invité les Communistes, les amis du Parti, à amplifier les initiatives, la présence sur le terrain, notamment en donnant à la préparation de la Fête un élan, une dimension au niveau des enjeux d'aujourd'hui.

Couëron

Deux adhésions ont été également réalisées lors du pot du résultat à Couëron où 25 personnes étaient présentes.

Prenons le résultat du 15 mars comme le signe d'une volonté largement partagée par les électeurs du canton de Saint-Etienne-de-Montluc, de voir ce canton passer à gauche.

Certes, le score réalisé par le candidat communiste est inférieur à celui obtenu lors du précédent scrutin, mais constatons que cette élection se situait dans un tout autre climat politique, devait préciser Yannick CHENEAU.

Il faut maintenant que le Parti Communiste redouble ses efforts pour être au cœur des préoccupations des gens de ce canton, devait conclure le secrétaire de la section de la Basse-Loire.

L'EMPLOI...

Des plans de licenciements envisagés en Loire-Atlantique

● SPIE-TRINDEL à Saint-Herblain

Un plan social qui prévoit 44 suppressions de postes, des salariés de Spie-Trindel se traduirait par des mutations arbitraires sur Angers, Le Mans, La Rochelle, Toulouse, etc. et des départs en préretraite.

● MOLNYCKE (ex-Peaudouce) à Pontchâteau

C'est l'annonce faite par la direction de l'usine de SCA Molnycke de l'arrêt de la production des couches-culottes pour l'an 2000. Cette décision va se traduire par 225 suppressions d'emplois, 225 hommes et femmes brisés par cette démarche.

● QUO-VADIS à Carquefou

97 suppressions de postes sur 380 personnes, soit le quart des effectifs.

● JOKADI Jouet à Clisson

60 licenciements suite au dépôt de bilan chez Jokadi à Clisson.

Les vagues de suppression d'emplois déferlent sur le plan national

Chez Peugeot :

4 000 emplois

Chez Renault :

2 700 emplois

Chez Perrier :

737 emplois

A la Banque de

France :

827 emplois.



MESURES D'URGENCE

● Un moratoire sur les licenciements

Le patronat

Comme vous le voyez dans notre département, mais aussi au plan national, le patronat annonce de nouveaux «plans sociaux» avec des milliers de licenciements à la clé. Le patronat repart en guerre contre les 35 heures. Il convient de prendre des décisions. Le Parti Communiste Français propose d'instituer un moratoire sur les licenciements, visant à regarder si partout les efforts sont faits pour pouvoir effectivement intégrer les 35 heures, développer les dispositions qui sont prises, par exemple regarder de près les charges financières, bref, autant d'éléments qui éviteraient des suppressions de postes supplémentaires. Cela va dans le sens de l'effort qui se fait par le gouvernement, pour l'emploi.

● Et les 35 heures

L'emploi et la formation sont bien au cœur de la contribution communiste à la réussite de la gauche plurielle, et du changement

Emplois-jeunes, 35 heures, mouvement des privés d'emplois et sur l'exclusion, à chaque fois on trouve l'influence et le travail du Parti Communiste comme un trait d'union entre le gouvernement et les attentes sociales.

Des milliers et des milliers d'emplois peuvent être créés si on met en œuvre des politiques nouvelles. Les moyens existent. La question est de savoir comment on les déploie pour réussir cette croisade pour l'emploi.

Le sort de l'emploi se jouera aussi dans les branches, les entreprises notamment pour les 35 heures sans diminution de salaire et avec la création d'emplois correspondants. Les salariés ont tout intérêt à s'en saisir. **Le grand patronat ne va pas laisser le terrain libre.**

● Aller de l'avant

Pour cela, il faut des réformes à la mesure des problèmes posés

⇒ Augmentation des salaires, pensions et minima sociaux.

⇒ Faire contribuer davantage les revenus financiers et les grandes fortunes, exiger la transparence dans l'utilisation des fonds publics.

⇒ Réforme de la fiscalité et du crédit pour orienter l'argent vers la satisfaction des besoins humains et sociaux.

⇒ Efforts d'investissements dans les industries, les services, la recherche, la formation accompagnant le moratoire sur tous les plans de licenciements.

⇒ Droits nouveaux pour les salariés, les citoyens et réorientation de la construction européenne.

● Déclaration de la Fédération de Loire-Atlantique du PCF

Les Communistes de Loire-Atlantique demandent la mise en place d'un moratoire sur tous les plans de licenciements envisagés dans le département.

En effet, au moment où les emplois jeunes, la loi sur les 35 heures, sont perçus comme porteurs d'espoir, capables de créer des emplois, il est inacceptable de laisser le patronat décider de fermer des entreprises, de supprimer des emplois.

Laisser faire, ce serait vouloir remplir un tonneau sans fond.

Dans notre département, les annonces de plans de licenciement se multiplient, tels en fin de semaine - «JOKADI Jouet» à Clisson - Peaudouce à Pontchâteau - QUOVADIS à Carquefou, à l'heure où est annoncée la relance de la consommation, de l'euro, où la Bourse bat chaque jour de nouveaux records.

Le patronat poursuit sa logique de rentabilité financière, contre l'emploi, contre l'avenir, des hommes, des femmes, et des jeunes de notre département.

Les scrutins des 15 et 22 mars nous l'ont montré, les attentes, en particulier dans le domaine de l'emploi, sont très fortes. Cette bataille doit être celle de la gauche. Si elle ne la gagne pas, elle va à l'échec.

Il y a bien urgence à apporter des réponses concrètes à ces attentes, à engager les réformes de structure permettant aux salariés, à leurs organisations syndicales, à leurs élus, d'intervenir dans les choix qui les concernent, pour l'avenir de leurs entreprises.

Ensemble, il nous faut obtenir la remise en cause du droit des détenteurs de capitaux à utiliser cet argent à leur guise. Ceci est nécessaire pour s'attaquer vraiment au chômage.

Les militants du Parti Communiste, les Elus par leurs initiatives, rencontres, débats, leurs interventions auprès des pouvoirs publics, les Comités locaux et le Comité départemental pour l'emploi entendent faire prendre en compte les exigences du mouvement social afin que des réponses soient apportées durablement dans le domaine de l'emploi.

En agissant ainsi, ils contribuent à redonner à la politique sa conception citoyenne, en donnant plus d'ampleur et de force à l'ancrage à gauche dans le pays.

Nantes le 6 avril 1998

Les fonds du fond

«On ne peut remplir le tonneau pendant qu'il se vide». Robert HUE aime les métaphores. Pour soutenir sa proposition de moratoire sur les plans de licenciements, il emprunta cette référence à la légende grecque des Danaïdes, condamnées à verser éternellement de l'eau dans un tonneau sans fond. La proposition du Secrétaire national du P.C.F., adoptée par le Comité national des 2 et 3 avril derniers, devient aujourd'hui urgente pour que «les incitations aux créations d'emplois-jeunes notamment, ne soient pas annulées par les réductions d'effectifs et les licenciements. Les statistiques du Ministère du Travail publiées fin mars, nous apprennent que le mois de février a enregistré pas moins de 22 000 licenciements pour cause dites économiques, après un mois de janvier qui en dénombrait déjà 22 300.

Un moratoire ne serait pas superflu ! Ces hémorragies d'emplois seraient stoppées, un diagnostic livré et des remèdes proposés. A commencer par l'intégration des 35 heures et l'examen de l'utilisation de l'argent dans l'entreprise (profits, dividendes, charges financières), et aussi hors entreprises en mobilisant les ressources du système bancaire en faveur d'une politique de création monétaire (crédit) pour la croissance réelle et l'emploi.

Les dernières élections ont été l'expression d'un message fort sur des attentes sociales tout aussi fortes. Elles appellent une obligation de résultats, des réponses de fond pour sortir du fameux tonneau sans fond.

L'EMPLOI (Suite)...



Augmenter l'impôt sur les sociétés : une mesure efficace

Sur proposition des Communistes, l'augmentation de 15 % du taux de l'impôt sur les Sociétés en Juillet 1997 (de 36,6 % à 41,6 %) avait provoqué des cris d'orfraie de la Droite, de l'Extrême-Droite et du Patronat. Qu'en est-il aujourd'hui ? Alors qu'il était prévu de récolter 145 milliards en 1997, le ministère des Finances a vu rentrer 172 milliards, soit 27 milliards de plus. 21 milliards proviennent de l'augmentation de la taxe et 6 milliards attribuables à l'amélioration de la santé des entreprises. Beaucoup de sociétés ont dégagé des bénéfices record en 1997 et la santé financière des entreprises est excellente. La démonstration est donc faite que les entreprises et les actionnaires ont de l'argent et qu'il peut servir à alimenter les caisses de l'Etat, sans mettre en cause l'activité économique. Reste à déterminer si ces ressources doivent ou non aider à réduire les inégalités sociales et le chômage...

Quatre paquebots pour les chantiers de l'Atlantique

Quelles retombées pour l'emploi ?

Le 17 mars dernier, le groupe GEC Alsthom a officialisé la commande de 7 paquebots de l'armement américano-norvégien Royal Caribbean International (RCI) dont 4 aux Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire. Deux fermes et immédiats, deux autres en option : livrables en juillet 2000 puis en janvier 2001, ces 2 paquebots seront les plus grands jamais construits en France... si l'on excepte le France (315 m, 2044 passagers). Longs de 294 m, d'une jauge de 85 000 tonneaux, ils comporteront 975 cabines pour une capacité de 2400 passagers. De plus, on peut penser que ces 4 exemplaires ne sont que le début d'une série, à l'heure où le marché de la croisière connaît une véritable explosion. Au total, dans le monde, les armements à la croisière prendront

livraison de trente paquebots d'ici l'an 2000.

Ces navires des Chantiers de l'Atlantique vont bénéficier d'une innovation technologique majeure : le moteur, l'hélice et le gouvernail ne font plus qu'un, d'où un gain de place et une manœuvrabilité accrue qui permet de virer de bord dans un angle très fermé.

Cette commande a été possible avec l'intervention directe de l'Etat. Le PDG des Chantiers de l'Atlantique, Gilbert Broissier, a obtenu cette aide contre l'engagement d'un vaste plan de restructuration de l'entreprise. Il doit mettre le chantier en position de se passer, à l'avenir, de toute subvention. Les Chantiers de l'Atlantique, qui construisent actuellement «un peu plus d'un gros paquebot par an» devront se hisser à la cadence de «cinq grands bateaux par an, paquebots, méthaniers, offshore ou navires

rapides», explique Gilbert Broissier. Le prix de cette rentabilité consiste à réduire d'un quart le temps attribué aux études préalables et de 10 % les heures de production. De source syndicale, on affirme que les effectifs passeraient de 4000 à 3000 salariés en 2001.

Ce n'est pas la bonne voie qui est choisie. Cela devrait se traduire par des embauches accompagnant une augmentation des effectifs. Au fait, l'Union européenne reconnaît que, globalement, la France est l'un des pays qui aident le moins ses chantiers.

Aux dernières nouvelles, il y aurait bientôt deux «Renaissance» de plus et encore d'autres projets à venir...

Bref, un carnet de commandes copieusement garni, ceci confirme qu'il faut garnir copieusement les listes d'embauchages pour augmenter les effectifs.

Aérospatiale : il y a beaucoup de commandes et peu d'embauches

Depuis le début de l'année, AIRBUS, truste les marchés : 179 appareils (dont 90 fermes) pour l'Amérique du Sud, 9 A340 à Suissair, 3 A320 à Sabena, 50 appareils pour Ibéria (plus 26 options), soit un contrat de 15 milliards de francs. Airbus a également commercialisé 30 avions auprès d'United Airlines, auxquels il faut rajouter une quarantaine de commandes passées par Egypt Air et Aer Lingus. Air Canada vient pour sa part, de comman-

der, fin mars, 5 A340-500 livrables en 2002.

Coût : 4,3 milliards ! 250 appareils vendus au 1^{er} trimestre, qui dit mieux !

L'année dernière, Airbus avait annoncé 460 commandes fermes.

De quoi donner le moral aux centres d'assemblage de Saint-Nazaire et Nantes, qui vont porter la cadence de production des seuls Airbus A230 à 18 unités par

mois voire 23 d'ici à la fin de l'année.

Seulement 100 embauches prévues dans les 2 usines, 180 l'ont été l'année dernière, cela est nettement insuffisant puisque les syndicats C.G.T. des 2 établissements disent «qu'au stade actuel, il convient de recruter 500 personnes dans chacun des deux sites». L'envolée des bénéfices doit servir l'emploi.

Des milliards pour quoi faire ?

Des milliards comme s'il en pleuvait. Les entreprises, les unes après les autres, alignent des résultats en hausse, les groupes français sont en bonne santé.

Le CAC 40, l'indice qui mesure les performances des 40 plus importantes sociétés françaises après avoir gagné près de 27 % en 1997, est en progression de 20 % depuis le début de l'année.

Mais pour qui sont ces profits qui donnent le vertige ? Pour les actionnaires.

Ainsi, en 1977, les ventes de Jaguar en France ont augmenté de 33 %. Le constructeur n'a pas connu une telle évolution depuis huit ans. Or, ses voitures ne sont pas moins chères qu'avant. La seule explication, c'est que le pouvoir d'achat des riches a fait des bonds en avant. Pendant ce temps, la société s'enfonce dans la crise : 3,4 millions de sans emploi, 350 000 en stage, 1,5 million de gens travaillent à temps partiel sans l'avoir choisi, 1 million de travailleurs précaires, des inégalités croissantes.

Le partage de la valeur ajoutée, tout au long des années 80, s'est fait au détriment des salaires et au bénéfice du capital. Le but est de créer toujours plus de valeur pour les actionnaires. Il n'est donc pas question d'utiliser ces milliards pour se développer et embaucher. Tous les grands groupes choisissent ainsi de comprimer leurs coûts pour se plier aux exigences des actionnaires.

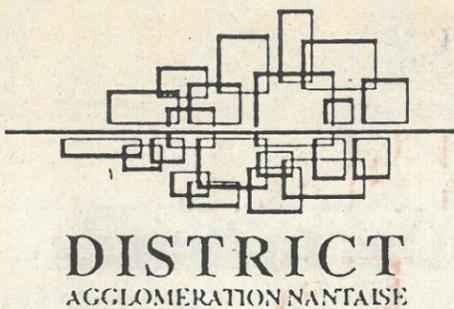
Il s'agit bien de choix économiques délibérés. Et si ce sont des choix, on peut donc les changer. La modernité ne réside-t-elle pas dans la perspective que l'argent serve à faire accéder l'ensemble de la population à des conditions de vie décente ? Que le souci de l'humain prime sur l'appétit d'argent ?

Mais pour décider encore, faut-il en avoir le pouvoir ? Voilà pourquoi, le Parti Communiste Français propose de doter les salariés de droits de regard, de contrôle, de pouvoirs de décisions, d'instituer la démocratie dans les entreprises.

Et pendant ce temps-là : les belles performances de groupes du CAC 40*

| en milliards de francs | Résultat net | Progression (%) 96 |
|------------------------|--------------|--------------------|
| Air Liquide | 3,1 | +11,4 |
| Alcatel Alsthom | 4,7 | +74 |
| Bic | 0,8 | +17 |
| Canal + | 1,53 | +106 |
| Danone | 3,7 | +8,3 |
| CGE | 5,4 | +180 |
| France Télécom | 14,9 | +2,7 |
| Havas | 1,36 | +36,5 |
| Lafarge | 2,43 | +32 |
| Laçardère | 1,38 | +32,9 |
| Legrand | 1,06 | +15 |
| LVMH | 4,53 | +23 |
| Michelin | 3,88 | +34 |
| PPR | 2,85 | +38,2 |
| Promodès | 1,62 | +29,9 |
| Saint-Gobain | 5,6 | +30,1 |
| Sanofi | 1,92 | +10 |
| Thomson CSF | 2,12 | +184,8 |
| Total | 7,6 | +35 |
| Usinor | 2,1 | +38 |
| Valéo | 1,48 | +23,3 |

* hors groupes bancaires et compagnies d'assurances



DISTRICT
AGGLOMERATION NANTAISE

Inquiétudes à propos de la Nouvelle Ligne du Tram Nantais

L'annonce qui est faite, à savoir, de confier la construction de 23 rames de tramway à l'entreprise allemande AD-TRANZ au détriment de CEC Alsthom, suite au lancement d'un appel d'offres nous inquiète.

Nous pouvons entendre pourquoi la commission a retenu AD-TRANZ, mais il faut savoir que cette société a décidé de pénétrer le marché français en y mettant les moyens, en revanche, nous sommes surpris de l'attitude de GEC ALSTHOM sur la réponse aux demandes.

Depuis de nombreuses années, cette société mène une politique ultra-libérale à la recherche d'une rentabilité financière maximale au détriment de l'emploi. Des vagues de licenciement se sont succédé : 189 en 1993, 289 en 1995 et le groupe vient d'annoncer 273 licenciements à Belfort dans la division transport pour l'année à venir et 218 à Aytré.



Cette décision d'ALSTHOM handicape évidemment son développement.

On nous annonce que la charge de travail, en ce qui concerne la construction du matériel roulant, est à son maximum, ce qui, renseignements pris, ne correspondrait pas à la réalité et ce manque d'investissements à la fois pour l'amélioration de la production et pour l'emploi est bien le résultat de choix de la direction. Ce qui l'amène à perdre des marchés importants, alors qu'il y a dans ce secteur d'activités un besoin crucial d'embauches pour répondre à l'importante demande dans ce domaine.

En effet, de nombreuses agglomérations s'interrogent actuellement sur la possibilité de construction de tramway car cela correspond à un besoin de la population et répond très concrètement à une solution moderne de déplacement dans les centres villes.

A travers cet exemple, la démonstration est ainsi faite qu'il y a actuellement une réelle possibilité de développer l'industrie dans notre pays et par conséquence l'emploi.

Le gouvernement a affiché sa volonté de développer l'emploi. Cette volonté politique doit s'accompagner de choix. Il a une responsabilité importante dans ce domaine, et les salariés de cette entreprise attendent, de lui, un geste significatif.

Nous sommes extrêmement inquiets sur le devenir de l'industrie en France, et ce d'autant plus que les grandes entreprises et pas des moindres appliquent cette politique de casse de l'outil industriel. C'est le cas chez RVI, l'aérospatiale, les chantiers de l'Atlantique...

Les Français ont condamné cette politique néfaste en juin dernier et des politiques et des industriels attendent que d'autres choix soient faits.

Les élus communistes s'opposent au financement public des entreprises

Deux grandes entreprises (La Société Suravenir Assurances, filiales du Crédit Mutuel et Bouygues Télécom) dont la bonne santé financière ne fait aucun doute viennent de solliciter le District pour les fonds d'intervention économique pour les aider à s'installer dans notre région.

Les entreprises s'engageraient en contrepartie à créer 150 emplois sur trois ans pour la société

Suravenir et 500 emplois sur trois ans pour Bouygues Télécom.

Les élus communistes du District expriment leur désaccord quant à l'attribution de ces subventions pour financer le crédit bail de ces sociétés.

En effet, de tels subventionnements déjà pratiqués par différentes communes du District se sont soldés par des échecs cuisants (pas de créations d'emplois, fer-

metures d'entreprises...).

Les élus communistes sont par ailleurs opposés à ce que l'argent des contribuables servent à alimenter des entreprises qui affichent des profits financiers insupportables.

D'autant qu'en ce qui concerne Bouygues Télécom dont l'activité est le fruit du démantèlement du Service Public de France Télécom, il serait paradoxal que ce soit maintenant aux col-

lectivités locales de l'aider à implanter ses activités.

Nous assistons là, à la démonstration du caractère pernicieux de la politique décidée à Bruxelles et mise en œuvre par le gouvernement français, ce que nous regrettons.

Les élus communistes du District dénoncent le nouveau transfert de charges que le démantèlement des services publics va entraîner pour les collectivités territoriales.

Couëron : banquet de retraités

A l'initiative des Retraités de la Section de la Basse-Loire, un convivial banquet s'est tenu à la mi-avril, Salle de l'Estuaire à Couëron.

Cette première initiative a été très positivement appréciée par la trentaine de participants qui déjà se sont donné rendez-vous pour une seconde édition.



Nécrologie René Andrieu est mort

La mort de René Andrieu a suscité une grande émotion parmi les communistes girondins.

L'ancien rédacteur en chef de l'Humanité, venu de la Résistance, est décédé. Ses éditoriaux ont jalonné, de 1958 à 1984, la vie politique de notre pays. Remarquable polémiste, il avait marqué les

débats télévisés à partir des années soixante.

Homme de culture, homme de lettre que la Résistance a détourné un temps de Stendhal, René était à la fois une des grandes plumes de la presse française et un communiste résolu.

Il a marqué profondément son empreinte à

l'Humanité et en même temps une intelligence politique parmi les communistes.

René Andrieu était un homme de conviction, une figure de 50 ans de vie politique. Notre hebdomadaire s'associe à la peine de sa famille et adresse ses plus sincères condoléances.

Décès de Thérèse Billaud

Le 4 avril dernier, notre camarade Thérèse Billaud nous quittait.

Résistante, elle fut arrêtée avec son mari par la Gestapo en 1942. Elle fut déportée pendant de longs mois. A son retour des

camps de la mort, elle a repris ses activités militantes. Elle fut de tous les combats pour la liberté.

Son sourire et sa gentillesse resteront dans nos mémoires.

Nous assurons à son mari, à Aline, sa fille et à ses petits enfants nos plus sincères condoléances. Nous prenons part à leur chagrin dans cette douloureuse épreuve.

La Cellule Marcel Coutant

La Cellule Marcel Coutant de la Halvêque, nous apprend le décès de M. Joël OILLIC à l'âge de 48 ans.

A sa mère, à ses enfants, ainsi qu'à toute sa famille, nous présentons nos condoléances.

Dans quatre semaines,
LA FÊTE DU JOURNAL
« LES NOUVELLES
DE LOIRE-ATLANTIQUE »

Retenez dès maintenant votre week-end

Du samedi 30 mai à partir de 12 heures jusqu'au dimanche 31 mai, venez nombreux à la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique.

Dès maintenant, vous pouvez acheter votre bon de soutien à 25,00 F auprès des Communistes de votre connaissance ou au siège des Sections de Nantes,

22 rue des Hauts Pavés - 44000 Nantes et de Saint-Nazaire, 18 rue des Halles, 44600 Saint-Nazaire et de la Fédération de Loire-Atlantique, 41 rue des Olivettes, 44000 Nantes.

Pendant deux jours, vous aurez à votre disposition des restaurants, des jeux, des expositions. Vous pourrez aussi participer à de nombreux débats.

Le thème central de la Fête sera autour du 150^{ème} anniversaire de l'abolition de l'esclavage.

Pour la partie artistique et le meeting nous y reviendrons dans notre prochaine édition.

Solution des mots croisés page 8

Solution du problème
Horizontalement
 1) Pouilleuse. 2) Ossue. Utah. 3) Ut. Loisir. 4) Lévent. 5) Aie. Ta. Umé. 6) Insuillés. 7) Let. Nié. Dé. 8) Oree. Rit. 9) Erne. Néant. 10) Rusais. Zée.
Verticalement
 I) Pouillier. II) Ostéine. Ru. III) Us. Vestons. IV) Iule. Réa. V) Léontine. VI) Italiens. VII) Eus. Lé. VIII) Utique. Raz. IX) SAR. Médié. X) Eh. Pesette.



Fête
 des
Nouvelles
 de
 Loire-Atlantique
 (Journal
 de la Fédération
 du Parti Communiste
 Français)

2 jours
 de
2^e fête

ENSEMBLE

30 et 31 mai 1998

Parc Paysager de Saint-Nazaire

Un livre sur le PCF à Saint-Nazaire et en Brière

par Julian MICHI (Aremors)

Dans le prolongement d'un travail universitaire sur l'adhésion au communisme dans le bassin d'emploi nazairien, le livre de Julian MICHI, une nouvelle publication de l'AREMORS (Association de Recherches et d'Etudes du Mouvement Ouvrier dans la Région de Saint-Nazaire) à paraître très prochainement*, vise à décrire l'implantation du Parti Communiste dans la région nazairienne et briéronne, depuis la scission de 1920 jusqu'aux élections régionales de 1998. Ce travail décrit les deux singularités locales de l'implantation communiste dans la région : la faiblesse du P.C.F. dans la cité industrielle de Saint-Nazaire et son essor récent en Brière. Ces deux questions centrales amènent aussi une réflexion parallèle sur l'hégémonie socialiste à Saint-Nazaire et sur la puissance de l'affirmation identitaire briéronne.

Ville de matrice industrielle avec la construction navale, Saint-Nazaire n'est néanmoins pas un terrain favorable à l'implantation du courant communiste. Fief ouvrier à la réputation «rouge» du fait des luttes sociales de la Navale menées par les métallos, figures par excellence avec les mineurs du communisme, Saint-Nazaire apparaît «anormalement» non-communiste. D'autant plus que les facteurs avantageant ailleurs le P.C.F. comme le

caractère mono-industriel, la forte qualification de la population ouvrière, la destruction de la ville pendant la seconde guerre mondiale ou encore le déracinement des travailleurs ne débouchent pas sur une hégémonie du P.C.F. sur la gauche locale (contrairement à Lanester dans le Morbihan par exemple).

Par contre, l'arrière-pays briéron est le lieu d'une implantation tardive du communisme. A contre-courant de l'évolution nationale, la Brière se rougit depuis les années soixante-dix avec l'établissement de municipalités à direction communiste : Trignac en 1971, Montoir-de-Bretagne en 1977, Saint-Joachim en 1989 et Saint-Malo-de-Guersac en 1995. Ce succès du communisme est à mettre en relation avec une culture communautaire de marais et une tradition historique de lutte pour l'autonomie dont le P.C.F. se présente comme l'héritier et le continuateur.

L'histoire sociale n'explique donc pas tout. L'imperméabilité du discours communiste à Saint-Nazaire et sa séduction en Brière sont à mettre en relation avec des traditions politiques locales. L'histoire politique pallie les imperfections de l'explication socio-économique. L'étude comparative de l'adhésion au communisme au sein des différentes entités locales du bastion d'emploi nazai-

rien éclaire la base à la fois culturelle (insertion dans une certaine tradition politique) et sociale (structure de la classe ouvrière locale) de l'adhésion au projet communiste.

La première partie de l'ouvrage («le communisme en minorité à Saint-Nazaire») décrit une difficile implantation communiste en terre industrielle et social-démocrate, et la seconde («La Brière rouge») consiste en une réflexion sur l'utilisation identitaire de la marque communiste par la communauté briéronne menacée dans son intégrité. S'il ne s'agit pas d'un livre militant, ce travail historique et sociologique s'adresse aux militants certes, mais également à tous ceux qui sont curieux d'histoire locale. C'est aussi pour consigner et entretenir la mémoire militante qu'un jeune chercheur, nazairien d'adoption, s'est attelé à cette tâche.

*«Communismes ouvriers et traditions politiques locales : l'implantation du Parti Communiste Français dans la région de Saint-Nazaire», par Julian MICHI, Ed. AREMORS. Ce livre de 200 pages environ, sera disponible fin mai 1998. Il contiendra un index des très nombreux noms de militants communistes cités, ainsi que des photographies. Il est en souscription au prix de 90 F plus 5 F de port, jusqu'au 20 mai 1998, à l'adresse suivante : AREMORS, Maison du Peuple, place Salvador Allende, 44600 Saint-Nazaire. Après cette date, prix : 110 F.

L'AREMORS

Un livre noir du capitalisme

Suite à l'article de Simone NICOLO-VACHON dans notre dernière édition (NLA n° 559 du 26 mars, p. 8) et à la demande de Louis OURY, l'écrivain bien connu de nos lecteurs, nous

les informons volontiers que les Editions *Le Temps des Cerises* publieront, avant l'été, *Le Livre noir du capitalisme*, écrit par une dizaine d'écrivains communistes ou sympathisants,

dont Gilles PERRAULT, Jean SURET-CANALE, Roger BORDIER, Claude WILLARD, etc, sous la coordination de Maurice CURY.

Il y a trente ans : 1968 !

Dans l'esprit de notre rubrique *Les Nouvelles d'Hier*, nous invitons les témoins et les acteurs des événements de **Mai-Juin 1968 en Loire-Atlantique**,

à nous faire parvenir dès à présent leurs témoignages et leurs réflexions sur ce sujet désormais historique, à la condition qu'ils veuillent bien les faire tenir en un

seul feuillet dactylographié. Adressez-le à : **Les Nouvelles de Loire-Atlantique**, Rubrique *Nouvelles d'Hier*, 41 rue des Olivettes, 44000 Nantes.

Canard à l'ananas

Pour 4 personnes :

Une petite canette de Barbarie d'environ 2 kg. 50 g de champignons noirs séchés, 2 oignons, 4 cuillères à soupe d'huile d'olive, 30 cl de bouillon de volaille léger, 1 petite boîte d'ananas au sirop en morceaux, 2 cuillères à soupe de sucre en poudre, 2 cuillères à soupe de sauce de soja, sel, poivre.

Mettre les champignons noirs dans un saladier d'eau froide jusqu'à utilisation pour les réhydrater.

Peler et hacher grossièrement les oignons.

Dans une cocotte, faire chauffer la moitié de l'huile ; y faire dorer la canette de tous les côtés ; quand elle est aux 3/4 dorée, jeter la graisse obtenue.

Ajouter la moitié du hachis d'oignons, puis saler et poivrer.

Quand la canette est complètement dorée, la mouiller avec 20 cl du bouillon de volaille.

Couvrir et faire cuire à feux doux pendant 20 minutes.

Au bout de ce temps, retourner la canette. Ajouter les champignons noirs égouttés et grossièrement hachés, puis verser le reste de bouillon.

Couvrir et poursuivre la cuisson 10 à 15 minutes. Pendant ce temps, faire chauffer le reste d'huile d'olive dans une sauteuse ; y faire blondir le reste de hachis d'oignons, puis y faire sauter les morceaux d'ananas soigneusement égouttés.

Quand ils commencent à dorer, les saupoudrer de sucre et les faire légèrement caraméliser.

Déglacer la sauce soja et faire mijoter encore une minute.

Retirer la canette de la cocotte. Ajouter les morceaux d'ananas dans la cocotte, les mélanger avec le fond de cuisson et les champignons. Rectifier l'assaisonnement et terminer la cuisson à découvert pendant le découpage de la canette.

Pour servir, verser les ananas et les champignons dans un plat creux bien chaud et dresser les morceaux de canette par dessus.

Accompagner d'un riz cuit à la créole.

| | I | II | III | IV | V | VI | VII | VIII | IX | X |
|----|---|----|-----|----|---|----|-----|------|----|---|
| 1 | | | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | | | |

Horizontalement

1) Une qui cherche la petite bête. 2) Bien charpentée. Un des Etats-Unis d'Amérique. 3) Note. Temps à disposer. 4) Dressent. 5) Cri de douleur. Possessif. Fleuve de Suède. 6) Versées goutte à goutte. 7) Terme de tennis. Non reconnu pour vrai. Protège une phalange. 8) Bout de bois. Montre les dents. 9) Fleuve d'Irlande. Rien. 10) Usais d'artifices. Genres de poissons.

Verticalement

I) Le titi y va pour le grand air. II) Forme de tissu cellulaire des Os. Petit cours d'eau. III) Viennent de loin. Pièces d'habillement. IV) Amateur de pourriture. A la gorge lisse. V) Prénom féminin. VI) Voisins proches. VII) Obtenus. Chemin de halage. VIII) Ancienne ville d'Afrique. Courant violent. IX) Abréviation princière. Ville d'Arabie. X) Exclamation. Petite balance de précision.

Solution page 7

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE »
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social :
41, rue des Olivettes
44000 Nantes
Commission Paritaire N° 52987
R.C.S. Nantes - N° SIRET
32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Yannick CHENEAU
Associés à parts égales :
MM. M. PRODEAU, J.-C. GIRAUD
PUBLICITE : Tél. 02.40.48.56.36
REDACTION : Tél. 02.40.35.03.00
TELECOPIE : 02.40.48.65.76
Imprimerie Marcel Delhommeau
85310 LA CHAIZE LE VICOMTE
Tél. 02.51.05.81.50
B.P. 406
85010 LA ROCHE SUR YON
CEDEX